

Nouvelles accusations contre un prêtre rwandais

La revue catholique «Goliath» dénonce la responsabilité de l'Eglise dans le génocide.

Dans une salle du Sénat, malgré l'interdiction sollicitée par la conférence épiscopale de France, la petite revue catholique *Goliath* - diffusée à 10.000 exemplaires - a tenu hier une conférence de presse sur les responsabilités de l'Eglise, au Rwanda comme en France, pendant et depuis le génocide l'an passé en Afrique centrale. «*Les responsables du meurtre organisent l'oubli du meurtre*», dont ont été victimes plus d'un demi-million de Tutsis et d'opposants hutus, a déclaré son rédacteur en chef, Christian Terras. Rendant publique une enquête sur des prêtres compromis dans les massacres, il s'est insurgé contre le «*négalisme à l'œuvre*», affirmant que «*l'Eglise a contribué à la racialisation de l'histoire rwandaise*» et, à ce titre, était responsable de l'«*intégrisme ethnique*».

Pièce maîtresse de l'enquête sur la *catholic connection*, le cas de Wenceslas Munyeshyaka, l'ancien vicaire de l'église Sainte-Famille à Kigali, (voir *Libération* du 20 juin 1995) a été le point central. Christian Terras a reproché à l'Eglise de France d'avoir «*exfiltré*» ce prêtre, cosignataire



Wenceslas Munyeshyaka, réfugié en France, est accusé de complicité dans le génocide rwandais.

d'une lettre «*révisionniste*» adressée au pape et, selon de nombreux témoignages, auxiliaire des milices hutues, auxquelles il aurait livré des Tutsis réfugiés dans son église. Selon l'enquêteur de *Goliath*, Pascal Habimana, l'abbé rwandais aurait même tué de ses propres mains, le 17 juin,

une jeune femme s'étant refusée à l'abus sexuel, dont aurait été coutumier l'homme en soutane. Or, à la suite d'une visite au Rwanda de deux prélats français, Wenceslas Munyeshyaka, gratifié d'un visa pour deux ans, séjourne depuis septembre dernier en France. Dans une paroisse de l'Ardèche,

il exerce pleinement son ministère sacerdotal. La tentative d'annulation de la conférence de presse d'hier par l'Eglise de France n'indique pas que celle-ci, malgré les accusations graves portées contre le prêtre rwandais, envisage sa suspension.

Quant au gouvernement français, selon Christian Terras, il aurait manqué d'«*accélérer des poursuites judiciaires*» contre l'abbé Wenceslas. Pour sa part, M^e William Bourdon, ayant saisi le parquet d'une requête d'arrestation, a fait savoir qu'après une première fin de non-recevoir, «*un dialogue avec la chancellerie*» s'amorçait à présent. Toujours sur le plan juridique, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a fondé l'obligation de la France, en tant que signataire de plusieurs conventions internationales, d'appréhender des présumés coupables de crimes contre l'humanité et, donc, le prêtre rwandais, sur son sol. Enfin, un diplomate de l'ambassade du Rwanda a révélé la «*démarche officielle*» de son gouvernement, qui, il y a deux semaines, a demandé à Paris «*d'arrêter et de détenir*

Wenceslas Munyeshyaka en attendant son jugement». Selon *Goliath*, des prêtres rwandais «*génocides*» ont également trouvé refuge au Zaïre, en Tanzanie, au Kenya, aux Etats-Unis, en Belgique, en Italie et, pour deux d'entre eux, ayant «*du sang sur les mains*», au Vatican. Un numéro spécial de *Goliath*, avec le dossier complet de quelque 200 pages, sera publié en octobre prochain. En attendant, dans la dernière livraison du bimestriel titrée «*Rwanda: la machette et le goupillon*», un missionnaire français, Gabriel Maindron, est à nouveau mis en cause, ayant déjà été traité de «*Touvier rwandais*» dans un numéro précédent. Sans reprendre ce terme, Christian Terras lui a reproché des «*ambiguïtés*» et son «*anti-FPRisme primaire*», se référant au Front patriotique rwandais (FPR), au pouvoir à Kigali depuis un an. «*A l'époque, j'ai vu le père Maindron, en plein génocide, alors qu'il y avait des Tutsis qui se cachaient chez lui dans un faux plafond, et qu'il sortait affronter des miliciens hutus pour sauver des gens*», s'est scandalisé un témoin ●